



MARCHE DE FOURNITURES

ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES

MARCHE A BONS DE COMMANDE

ANNEE 2024

**Règlement de consultation
Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**LYCEE ROLAND GARROS
CS 11008
97831 LE TAMPON**

Adresse électronique : gestion.9740002j@ac-reunion.fr

Date et heure limites de remise des offres :

Le LUNDI 04 MARS 2024 avant 12H00

**DOSSIER DE CONSULTATION
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.

Lycée polyvalent Roland Garros
CS 11008
97831 LE TAMPON CEDEX
Téléphone : 02.62.57.81.00
Fax : 02.62.27.94.85

Horaires d'ouverture du service recevant les offres : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION ET DUREE DU MARCHÉ.

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 (modifié par le Décret n°2021-357 du 30 mars 2021) du code de la commande publique.

Le présent marché revêt la forme d'un **marché à bons de commande d'une durée de six mois à compter de sa notification.**

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ.

Le présent dossier de consultation porte sur un marché de fournitures à bons de commande faisant l'objet d'un allotissement en **7 lots** répartis comme suit :

- **Lot 1** : SAN (1 fiche technique)
- **Lot 2** : Ordinateur (3 fiche technique)
- **Lot 3** : Tablettes (1 fiche technique)
- **Lot 4** : KVM (1 fiche technique)
- **Lot 5** : Imprimante (1 fiche technique)
- **Lot 6** : Apple (4 fiches techniques)
- **Lot 7** : Accessoires (9 fiches techniques)

ARTICLE 4 : OBJET DU MARCHÉ.

4.1 Dispositions générales

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en ordre de marche de matériels informatiques. **L'enlèvement en quantité équivalente des matériels obsolètes et leur évacuation en décharge autorisée sont à la charge de l'entreprise ainsi que tous les emballages.**

4.2 Descriptions techniques

Plus précisément, les prestations comprennent :

- La fourniture de l'équipement et du matériel informatique ;
- la livraison sur le site de l'établissement ;
- l'installation et la mise en ordre de marche du matériel ;
- La fourniture de la documentation technique ;
- L'assistance aux opérations de réception ;
- La garantie sur site des matériels ;
- L'enlèvement, l'évacuation et le traitement écoresponsable du matériel remplacé ;

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.

Les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

5.1 Pièces particulières :

- La facture pro-forma en TTC signée, accompagnée des fiches/notices techniques (signées) des matériels. Etablie pour chacun des lots, **celle-ci précisera la durée de garantie et les délais de livraison** (Cf. memento concernant la facture pro-forma).
NB : Le fournisseur ne pourra pas se contenter de signaler qu'il répond aux critères formulés dans la fiche technique. Les fiches techniques devront donc être rédigées intégralement par le candidat. Ces documents sont contractuels et engagent le candidat. A ce titre, ils devront être signés par un responsable habilité par le candidat. Le candidat qui ne fournirait pas de documentation certifiée par le constructeur sera écarté du marché.
- Un acte d'engagement pour chaque lot
- Le cahier des clauses techniques particulières, **constitué de 20 fiches techniques**, présentant l'état des besoins dont un exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières.
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée, justifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- Une déclaration certifiant que le candidat ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir.
- Une déclaration sur l'honneur que le soumissionnaire n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, 4.324-10, L.341-6, L.125-1 ET L.125-3 du code du travail

5.2 Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par décret du 27 mai 1977 modifié le 20 mars 2009.
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires s'appliquant dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 6 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

Les candidats devront proposer des appareils présentant les caractéristiques techniques décrites dans **les fiches jointes qui constituent le cahier des clauses techniques.**

Si des options sont proposées, elles ne devront pas engendrer de frais supplémentaires.

Rappel : La fiche technique du constructeur est obligatoire, et doit être certifiée par celui-ci. Le candidat n'est pas habilité à nous fournir une publicité qui n'engage pas le constructeur.

L'EPLE est engagé dans une démarche globale de développement durable. L'impact environnemental généré par la nature des matériaux utilisés ainsi que le traitement des déchets bureautiques constitue une préoccupation majeure de cette politique.

Le candidat s'engage à respecter la directive n° 2002/95/CE du 27/01/03 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, notamment la réglementation DEEE ou D3E.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.

7.1 Lieux de livraison et d'installation

La livraison s'effectue sous l'entière responsabilité du titulaire du marché, le matériel sera livré au Lycée Roland Garros. Le lycée devra être informé des livraisons **au moins 8 jours ouvrables à l'avance** afin de lui permettre de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réceptionner les marchandises.

7.2 Contraintes de livraison

Les livraisons des matériels devront avoir lieu du lundi au vendredi en fonction des **créneaux horaires définis par le bureau des assistants de la maintenance informatique.**

7.3 Transfert des risques

Les risques afférents au transport des équipements jusqu'à leur lieu de destination finale incombent totalement au titulaire.

7.4 Délais d'exécution

Les délais englobent le temps d'acheminement des matériels par l'attributaire du marché via ses fournisseurs, de livraison au lycée et le service après-vente. Ce délai peut être prolongé pour un nombre de jours égal à celui pendant lequel des phénomènes naturels ou cas de force majeure non imputable au fournisseur ont rendu impossible la livraison des matériels. La livraison des matériels devront intervenir **dans le délai maximal proposé par le titulaire dans son acte d'engagement**. Au cas où le délai contractuel visé à l'acte d'engagement ne serait pas respecté, l'Administration peut résilier le marché aux torts du titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévues à l'article 12.

7.5 Délivrance des bons de commande

Les bons de commande seront envoyés par mail. Le titulaire accuse réception du mail au plus tard le lendemain. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas accusé réception, la date qui sera prise en compte pour l'exécution de la commande sera la date d'envoi plus un jour.

Toute livraison exécutée sans bon de commande ne sera pas payée au titulaire.

Pour être considérés comme valable, les bons de commande doivent obligatoirement revêtir le cachet de l'établissement ainsi que la signature du chef d'établissement (physique ou électronique) ou de son représentant.

Les bons de commande comportent toutes les indications nécessaires à l'exécution de la prestation. Ils précisent pour chaque commande :

- le numéro de la commande, les références du marché et, le cas échéant, de chaque avenant ;
- le service exact de la livraison ;
- la personne identifiée de l'établissement ;
- les références des matériels à livrer, les prix unitaires, les quantités ;
- le délai et les modalités particulières d'exécution (date, heure et lieux de livraison) ;
- le montant HT et TTC de la commande ;
- la signature du chef d'établissement ou de son délégué ainsi que le cachet de l'établissement.

7.6 Établissement d'un bulletin de livraison

Les matériels livrés par le titulaire doivent être accompagnés d'un bon de livraison daté qui précisera :

- la personne publique contractante ;
- le nom et l'adresse du fournisseur ;
- le numéro SIREN ou SIRET ;
- le numéro de bon de commande (EJ) ;
- la personne identifiée de l'établissement ;
- l'identification, les numéros de série et les quantités des fournitures livrées ;
- le service exact où doit s'effectuer la livraison, la date et les horaires de livraison.

ARTICLE 8 : GARANTIE, SERVICE APRES-VENTE.

Le titulaire garantit qu'au moment de la livraison les matériels sont en bon état de fonctionnement et qu'ils le resteront pendant une durée minimum de **deux ans** à compter de leur vérification d'aptitude, selon les conditions figurant à l'acte d'engagement.

Le fournisseur est tenu :

- de préciser la durée (si celle-ci est supérieure à deux ans) et le contenu de la garantie accordée aux différents articles.
- d'attester d'une garantie contre les vices cachés de fabrication aux articles de chaque lot.

A ce titre, le titulaire est tenu d'effectuer dans les délais proposés à ses frais la remise en état de fonctionnement, la réparation, l'échange standard des matériels, la correction des anomalies, sur simple appel téléphonique confirmé par tout moyen de transmission électronique.

Les matériels doivent être conformes aux textes en vigueur et respecter les normes et niveaux d'exigence fixés par la législation.

ARTICLE 9 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS

9.1 Vérifications quantitatives

Lors de la livraison, il est procédé, sur-le-champ, à la vérification quantitative des fournitures, en conformité avec le marché.

9.2 Vérification d'aptitude (VA)

Les opérations de vérification d'aptitude sont effectuées dans un délai maximal de **15 jours calendaires après réception du matériel.**

Cette vérification est destinée à constater que les équipements fournis répondent parfaitement aux spécifications annoncées dans la documentation.

Les opérations de vérification consistent en des essais de bon fonctionnement pendant 2 heures consécutives.

Si cette vérification est satisfaisante, l'équipement est conservé, le silence de l'administration valant acceptation.

Dans le cas contraire, notification est faite au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, de la décision d'ajourner les équipements qui sont remis à sa disposition pour amélioration en vue d'une nouvelle présentation, dans un délai à convenir d'un commun accord. Au cas où ce deuxième essai n'est pas satisfaisant, un troisième essai peut être proposé.

Après ce troisième essai, et en cas d'insatisfaction, l'Administration se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire conformément aux dispositions de l'article 15 ci-après sans préjudice de l'application des pénalités visées à l'article 12 du présent document.

9.3 Vérification de service régulier (VSR)

Le délai imparti à l'Administration pour constater le bon fonctionnement des équipements est d'un mois à compter de la prononciation de la vérification d'aptitude.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE PRIX.

10.1 Forme du prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

10.2 Contenu du prix d'acquisition

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales, parafiscales ;
- les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, frais de douanes éventuels jusqu'au lieu de livraison (**prix rendu Réunion – Le Tampon**) ;
- la livraison à l'emplacement indiqué par l'établissement ;
- **l'enlèvement et le traitement écoresponsable des matériels obsolètes.**

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT.

11.1 Modalités de paiement

Le titulaire adressera sa demande de paiement au Lycée Roland Garros CS 11008 97831 LE TAMPON CEDEX, après la réception prononcée, via CHORUS-PRO, sous forme d'une facture comportant :

- la désignation de la personne publique contractante ;
- les nom et adresse du fournisseur ;
- le numéro SIRET ou SIREN ;
- **le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement en précisant l'IBAN et le BIC**
- le numéro du lot dans marché ;
- les prestations réalisées par le fournisseur ;
- la décision de réception prononcée par le CE ;
- le montant de la TVA.

Le chef d'établissement accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités.

11.2 Délais de paiement

L'établissement procédera au paiement des sommes dues par lui au titulaire, dans les **30 jours suivant la date de réception des demandes de paiement mais après service fait.**

En cas de dépassement de ce délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Le taux de ces intérêts est égal au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

ARTICLE 12 : PENALITES.

12.1 Pénalités pour retard dans la livraison

L'acte d'engagement indiquera clairement le délai d'exécution de la livraison des marchandises à compter de la notification par le lycée.

En cas de retard dans la livraison des matériels, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **1/100^e du coût d'acquisition du matériel** par jour de retard dans la livraison. Il appartient au titulaire du marché, lors de la facturation, de déduire du prix les pénalités en joignant une note explicative du calcul des pénalités. A défaut, le lycée déduira automatiquement le montant des pénalités de la facture reçue en détaillant le calcul.

12.2 Pénalités pour retard dans la livraison de la documentation technique

En cas de retard dans la livraison de la documentation technique, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **10 euros** par jour de retard.

12.3 Cumul et plafonnement des pénalités

Les pénalités s'apprécient indépendamment dans chaque cas prévu aux articles 12.1, 12.2 ci-dessus.

Les pénalités ainsi définies sont cumulables. Le montant total des pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché ou du bon de commande.

ARTICLE 13 : PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis.

Le titulaire garantit l'acheteur public contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété industrielle et intellectuelle des matériels et logiciels conformément aux dispositions de l'article 51 du CCAG.

ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES.

14.1 Responsabilités

Le titulaire du marché est responsable, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit, du matériel et du personnel, qu'il affecte à l'exécution du marché.

14.2 Assurances

Le titulaire devra justifier dans les 15 jours suivant la notification du marché d'une assurance tous risques contractés auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile sur le personnel et son matériel au titre de ce marché.

Cette assurance devra couvrir notamment :

- les pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- les pertes et dommages causés par des tiers, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

En outre, le titulaire sera tenu d'informer l'administration de toute modification afférente à ses assurances, notamment, la résiliation et le changement de compagnie.

En cas d'existence d'une franchise, cette dernière est à la charge intégrale du titulaire.

ARTICLE 15 : TRANSFERT DE LA PROPRIETE ET RESPONSABILITES.

Le transfert de propriété des matériels sera réalisé par la décision d'admission prononcée par le chef d'établissement. Durant la période comprise entre la mise en service des équipements et l'admission des prestations, le titulaire demeure seul responsable de son matériel.

ARTICLE 16 : RESILIATION.

Le présent marché pourra être résilié par l'établissement dans les cas et selon les modalités prévues aux articles 24 à 32 et 52 du CCAG-FCS.

Outre les cas prévus aux articles 24 à 32 du CCAG, l'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché, si le calcul des pénalités excède le plafonnement visé à l'article 12.5 ci-avant, ou si l'insuffisance répétée de qualité dans l'exécution des prestations est incompatible avec les objectifs fixés par l'Administration.

Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continue d'exécuter les prestations dues au titre du marché.

ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES.

Tout différend pouvant naître de l'exécution du présent marché devra faire l'objet au préalable d'un règlement amiable.

Les litiges seront portés devant le tribunal administratif de SAINT DENIS de la REUNION :

Tribunal Administratif de Saint-Denis
27 rue Félix Guyon BP2024
97488 Saint-Denis
Téléphone : 0262924360 / Fax : 0262924362
Courriel : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr
Site internet : <http://saint-denis.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

ARTICLE 18 : PRESENTATION DES OFFRES.

Le dossier de consultation des entreprises est à **télécharger** :

➤ **sur le site de l'AJI- : <http://www.aji-france.com>**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés.

Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur.

Il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).

ARTICLE 19 : CONDITIONS D'ENVOI DE L'OFFRE.

Les candidats sont invités à envoyer leurs offres, en langue française, **avant le LUNDI 4 MARS 2024 - 12h00**, délai de rigueur, **par voie électronique sur la plateforme profil de l'acheteur du site suivant** :

➤ **sur le site de l'AJI- : <http://www.aji-france.com>**

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

ARTICLE 20 : DELAIS DE VALIDITE DES PROPOSITIONS.

Le délai de validité des propositions est fixé à **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 21 : PIECES A FOURNIR.

Le candidat devra produire les documents suivants :

- le formulaire de candidature (**DC1**) complété ; (à télécharger)
- la déclaration du candidat (**DC2**), complétée ; (à télécharger)
- l'acte d'engagement : un acte d'engagement par lot accompagné du devis (**mentionner le n° de lot et les fiches techniques associées**) (à télécharger)
- Les annexes techniques des matériels proposés qui devront être suffisamment détaillés pour permettre d'apprécier l'offre au regard des critères de sélection mentionnés dans le présent règlement de consultation et rédigés en français ;
- le CCAP daté et signé ;
- le CCTP (les fiches techniques) daté et signé ;
- Le candidat peut ajouter toute autre pièce qu'il estime être de nature à appuyer son offre.

ARTICLE 22 : SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.

22.1 Sélection des candidatures

Rappel : Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus avant la date et l'heure limites de remise des offres.

22.2 Jugement et classement des offres

Le pouvoir adjudicateur examinera l'ensemble des offres des candidats, pour établir un classement. Les critères pris en compte lors de l'établissement du classement sont les suivants :

	Critères d'attribution	Pondération
QUALITE/PRIX = 75 points	Le prix global d'acquisition pour chacun des lots	40 points
	Conformité aux fiches techniques	30 points
	Démarche écoresponsable	5 points
MAINTENANCE ET SAV = 25 points	Délai d'intervention, de livraison, d'installation et de mise en service des matériels	7 points (7 semaines) 5 points (entre 8 et 9 semaines) 3 points (au-delà de 9 semaines)
	Garantie : durée et contenu – remplacement des appareils en cas de réparations lourdes	6 points (pour 3 ans de garantie) 4 points (pour 2 ans de garantie) 0 point (en dessous de 2ans)

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure ou pour un lot pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

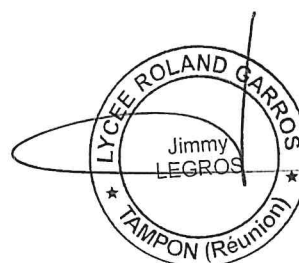
ARTICLE 23 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.

Afin d'obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats devront faire parvenir une demande par voie électronique à l'adresse suivante :

gestion.9740002j@ac-reunion.fr

Pour toutes questions d'ordre technique, les candidats contacteront le **service informatique** de l'établissement à l'adresse suivante :

ami.lrg@lycee.cr-reunion.fr



Le Provisieur